



Relations et communications internes

Tél.: (514) 848 4183

Télec.: (514) 848 2814

Courriel: irc@alcor.concordia.ca

***Prière d'afficher
et de faire circuler dans votre service***

(Toutes les annonces d'aujourd'hui, le 15 janvier 2003, sont diffusées au
<http://www.concordia.ca/>)

Plan d'action déposé par le recteur Frederick Lowy lors de la réunion du Conseil d'administration du 15 janvier 2003

**POUR UN CAMPUS SÉCURITAIRE
PROPRIQUE À L'ÉTUDE ET AU TRAVAIL INTELLECTUEL**

Le 15 janvier 2003 — À la suite de la manifestation du 9 septembre 2002 qui a entraîné l'annulation du discours prévu de l'ancien premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, et la tension qui s'en est suivie sur le campus, il est clair qu'un certain nombre de mesures précises s'imposent pour assurer un milieu universitaire exempt de harcèlement et d'intimidation et pour reconstruire la réputation et l'image de l'Université Concordia. Ces mesures visent à :

1. Assurer le respect de toute personne fréquentant le campus et faire régner un climat de sûreté et de sécurité propice aux études et à l'érudition et qui permet les débats d'idées et l'expression d'opinions divergentes.
2. Tirer profit de la riche diversité des étudiants, du corps professoral et du personnel de l'Université Concordia, en lançant des projets d'études et des activités sociales et culturelles.
3. Protéger le cadre d'apprentissage de la grande majorité des étudiants de Concordia qui ont pour préoccupation première de réussir leurs études sans interruption et qui ne souhaitent pas être mêlés à des litiges internes ou internationaux comme le conflit israélo-palestinien.
4. Canaliser l'attention du public et l'image de l'Université Concordia – aussi bien à l'échelle locale que provinciale, nationale et internationale – dans des directions qui coïncident avec les grands progrès réalisés ces dix dernières années et qui sont conformes à nos objectifs et orientations futures.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons déjà adopté plusieurs mesures et en adopterons d'autres sous peu. Elles font partie d'un vaste plan d'action intégré qui englobe des tactiques à court terme et des plans stratégiques à long terme. Il s'agit d'un plan évolutif

qui sera surveillé de près afin de faire les corrections et rajouts nécessaires. En voici les grandes lignes :

Mesures particulières en cours

1. Un rapport à l'intention du Conseil d'administration et du Sénat de l'Université traitant des événements du 9 septembre 2002 est distribué aujourd'hui pour information. Une période de discussion est prévue pour la réunion du Conseil de février, une fois que les membres auront eu l'occasion d'étudier le rapport. La directrice du Service environnement, santé et sécurité a été mandatée pour «identifier les causes directes et indirectes de l'incident et pour évaluer l'impact des événements afin de permettre à Concordia de tirer des leçons et de prendre des mesures pour éviter que cela ne se reproduise. » Elle a examiné en profondeur les éléments qui ont provoqué les événements du 9 septembre et le déroulement de la journée. Elle a mené des entretiens, visionné des bandes vidéo et étudié les comptes rendus. Le rapport est exhaustif et nous fournit des pistes à suivre pour assurer la sûreté et la sécurité sur nos campus. Un plan d'action est en cours d'élaboration pour mettre en œuvre les recommandations.
2. Pour assurer la sûreté et la sécurité des campus et créer un environnement propice aux études et à l'érudition, où l'intimidation n'a pas droit de cité, les politiques et pratiques actuelles de l'Université seront strictement, mais raisonnablement, mises en application. L'Université adoptera une position ferme et cohérente en ce qui concerne les principes et politiques acceptés qui ont été énoncés dans le document distribué lors de la réunion du Conseil d'administration de décembre. À cet égard, plusieurs mesures seront instaurées immédiatement :
 - a. Établissement et diffusion des critères définissant les « limites à ne pas dépasser » en ce qui concerne le débat public et la discussion des grandes questions à l'Université. Les sanctions à infliger aux contrevenants seront également énoncées et diffusées.
 - b) Définition claire des conditions acceptables d'exposition d'affiches, de distribution de publications et d'utilisation des locaux de l'Université. Révision des pratiques et politiques de la Direction de la vie étudiante et du Service de protection publique dans ce domaine. Clarification des directives concernant le respect, l'instauration et la mise en application de ces politiques et pratiques.
 - c) Mise en place d'un système de surveillance pour assurer le respect des nouvelles politiques et directives.
3. L'Université continuera d'exercer des pressions en vue d'une action ferme et directe à l'encontre des individus identifiés comme ayant commis des actes de violence ou d'intimidation, ou tout autre acte contrevenant aux différents codes de l'Université ou à la législation provinciale ou municipale le 9 septembre dernier.

- a) Des audiences pour les quelques individus accusés en vertu du Code des droits et des obligations auront lieu au cours des prochaines semaines.
 - b) Les individus accusés en vertu du code criminel comparaîtront en cour dans les prochaines semaines.
 - c) Les personnes qui n'étaient pas des étudiants, accusées d'acte criminel ou d'avoir créé un environnement hostile ont reçu des lettres d'interdiction de se trouver sur le campus.
 - d) Les enquêtes se poursuivent pour identifier et accuser d'autres personnes impliquées dans la manifestation violente.
4. Un comité de planification et de surveillance sera mis sur pied pour superviser l'instauration et l'efficacité du plan d'action. Il sera chargé d'étudier les questions tactiques et stratégiques et de faire des recommandations d'action, s'il y a lieu. Il sera présidé par le directeur général du Cabinet du recteur et se réunira régulièrement. Le recteur et son Cabinet seront tenus informés régulièrement des activités et des problèmes.
5. Une conseillère en analyse et gestion des conflits, M^{me} Patricia Gabel, a été engagée à titre d'experte-conseil auprès du recteur. M^{me} Gabel agira comme personne ressource auprès de la communauté universitaire dans ces domaines. Elle sera également conseillère spéciale auprès de la présidente du Conseil d'administration en ce qui concerne les procédures de régie du Conseil. M^{me} Gabel jouit d'une vaste expérience à la fois au Canada et aux États-Unis dans la gestion des conflits, la résolution des différends et les négociations interculturelles.
6. Pour combler le poste de directeur de la vie étudiante, laissé vacant dernièrement à la suite de la décision de M. Donald Boisvert de démissionner, M. Charles Bertrand a été nommé vice-recteur associé, vie étudiante et directeur intérimaire de la vie étudiante. Un des défis actuels de l'Université consiste à faire régner un climat favorable à des échanges d'idées ouverts, qui se déroulent dans le respect mutuel et le civisme. Les événements des derniers mois confirment que nous avons des progrès à faire dans ce domaine, surtout dans les relations étudiantes. M. Bertrand, homme d'expérience qui connaît bien l'Université et ses intervenants, est très bien placé pour fournir le soutien et des conseils efficaces. Son parcours professionnel est remarquable à Concordia, où il a occupé les postes de doyen de la Faculté des arts et des sciences, de vice-recteur aux Services et de recteur intérimaire. Il a accepté de se joindre à nous en attendant une révision en profondeur de l'administration des affaires étudiantes et de la nomination d'un nouveau directeur de la vie étudiante. M. Donald Boisvert a annoncé son intention de démissionner de son poste de directeur de la vie étudiante pour se consacrer pleinement à l'enseignement et à la recherche.
7. Le Bureau du Code des droits et des obligations a été renforcé et M. Peter Côté, détaché de son poste permanent de coordonnateur des Services d'aumônerie de l'Université, a été nommé conseiller intérimaire à plein temps – Code des droits et des obligations.

8. On a ordonné la révision du Code des droits et des obligations.
 - a. Un comité de révision du Code des droits et des obligations de l'Université a été établi sous la présidence de M^e Pierre Frégeau. Le comité fera ses recommandations au Conseil d'administration avant la fin de l'année universitaire en cours.
 - b. Un comité chargé d'examiner le fonctionnement du Bureau du Code des droits et des obligations a été formé. Il est présidé par M^{me} Melanie Drew, directrice du Service de santé, et fera ses recommandations au recteur.
9. Il a été prévu d'adjoindre un soutien aux Communications pour collaborer avec le groupe de Communications de l'Université. Cette mesure a pour objectif de rehausser l'image et la réputation de l'Université Concordia en les orientant dans une direction qui soutient nos objectifs stratégiques. La firme Columbia Communications a été engagée comme expert-conseil auprès de M. Dennis Murphy pour élaborer les stratégies à long terme.
10. Une série de conférences universitaires parrainées par Concordia sur les questions touchant le Moyen-Orient sera lancée. Elle sera dirigée par un comité présidé par M^{me} Elizabeth Sacca, doyenne des études supérieures, et comprendra à la fois des étudiants et des membres du corps professoral.
11. Un projet de création éventuel d'un centre de résolution des conflits internationaux et interculturels à Concordia est à l'étude. Notre diversité multi-ethnique et multiculturelle constitue un de nos points forts mais nous n'avons pas encore suffisamment misé sur cet atout pour réaliser des projets d'études et de recherche sur la gestion des conflits et la résolution des différends. M^{me} Gabel, qui était récemment *Fellow-in-Residence* au *Weatherhead Centre for International Affairs* de l'Université Harvard, jouera un rôle de premier plan, avec les membres du corps professoral de Concordia intéressés, dans l'étude des possibilités de création d'un centre interdisciplinaire. Lorsque son projet en sera au stade de proposition officielle, il sera soumis à la considération des instances universitaires appropriées. Dès que le Sénat aura donné son approbation, nous nous mettrons à la recherche de sources de financement externe.

Les points énumérés ci-dessus représentent quelques-unes des mesures que nous prenons actuellement dans la foulée des événements du 9 septembre. D'autres mesures sont en cours d'élaboration, qui seront modifiées en fonction de l'évolution des plans d'action.

Frederick Lowy
Recteur et vice-chancelier
15 janvier 2003